

# Atelier n°4

## Industrie agro-alimentaire et distribution : réduire les chaînes logistiques et le bilan carbone

*Ce compte rendu est établi par The Shift Project et n'engage pas les participants.*

- **Pilote** : Zeynep Kahraman Clause, Directrice des Projets, The Shift Project
- **Scribe** : Mathis Egnell, Chargé de Projet, The Shift Project

**Contexte** : l'agriculture représente près de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GEZ) sur le sol français. C'est le deuxième secteur le plus émissif après les transports. Mais si l'on intègre l'ensemble de la chaîne (transport des produits, industrie agro-alimentaire, consommation, grande distribution, etc.), l'empreinte est bien plus importante. Cet atelier s'intéresse surtout à l'industrie agro-alimentaire et a pris la forme d'un jeu de rôle où les participants ont été invités à prendre tour à tour le rôle de décideurs économiques et de décideurs politiques avec pour objectif de réduire la distance parcourue, la consommation énergétique et le gaspillage. Ils ont ensuite structuré leurs idées en quatre étapes : points bloquants, points de précaution, propositions, acceptabilité des propositions. Retrouvez la présentation partagée de leurs propositions sur [ce lien](#).

## I. Comment réduire les distances parcourues ?

### A. Points bloquants

- **La disponibilité de la main-d'œuvre (MO)**. L'entreprise de transformation s'installe à un endroit où la MO est disponible mais cela ne correspond pas nécessairement à l'emplacement de la matière première. Il faut trouver un compromis entre les deux. La disponibilité locale des matières premières permet des économies d'échelle qui favorisent les implémentations près des zones de consommation.
- **Les produits frais**, garants d'une nourriture conservant les nutriments requièrent une ligne froide et des infrastructures adaptées qui ne sont pas toujours compatibles avec les circuits courts.
- **La nécessité de diversifier les zones d'approvisionnement**, notamment à cause des événements climatiques, et d'**avoir une offre la plus large possible** peut rentrer en conflit avec une production 100% locale.
- **Le lobbying et la pression** exercée par les grosses centrales de distribution entretient l'allongement des flux.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Voir la section IV. Débat à ce sujet

- **L'augmentation des coûts d'approvisionnement et des coûts logistiques** entraîne un besoin d'économies d'échelle qui va de pair avec le regroupement des circuits d'approvisionnement.
- **L'offre agricole locale** peut tout simplement être très **limitée**.

## B. Points de précaution

- **La traçabilité et la transparence requise du champ à l'assiette** entraîne un problème pratique d'étiquetage.
- **L'empreinte carbone du système logistique retenu** (notamment pour le dernier kilomètre) et le **taux de remplissage des véhicules** doivent être étudiés avec soin.
- **Baser ses choix stratégiques sur une analyse de cycle de vie (ACV) globale** n'empêche pas de faire attention aux externalités et émissions cachées.
- La mise en place de circuits courts ne doit **pas impacter sur les autres points environnementaux** (biodiversité, pollution autre que GES, etc.).
- **Sensibiliser ses clients sur la temporalité des produits selon la saison et la région** est une nécessité.
- **La livraison directement par les producteurs** peut être pertinente si leurs véhicules le permettent.
- **Local ne veut pas dire de qualité** et n'écarte pas la nécessité de supervision et de contrôle externe.

## C. Propositions

Pour une entreprise de transformation :

- **Label « produit et transformé »** en Région ou en France.
- **Désécialiser les usines pour les rendre plus polyvalentes** et donner accès à une plus large gamme de produits sur les territoires en proximité.
- **Faire de la vente directe aux points de distribution locaux** en s'affranchissant des centrales de distribution.
- **Favoriser les fournisseurs locaux et réduire les importations et les distances d'approvisionnement**, en mettant en avant l'argument marketing.
- **Lieux multimodaux Production-Transformation-Distribution** associant plusieurs « compagnies » pour une rentabilité minimum (modèle économique viable)
- **Prendre une position stratégique et marketing du choix « local »** (attention, notion de distance parcourue à définir), avec la nécessité d'éduquer le consommateur.
- **Systématisation de la mutualisation des transports des produits interentreprises.**

Pour une chaîne de distribution alimentaire :

- **Moins consommer ;**
- **Communiquer sur l'approvisionnement local** pour justifier le prix et la baisse de choix éventuels ;
- **Livrer directement le consommateur final ;**
- Proposer aux clients en magasin **une borne (ou une app) qui géolocalise les producteurs ;**
- Solliciter des **fournisseurs qui expliquent les démarches agro-écologiques** mises en place par ces producteurs ;

- **Arrêter le développement de la grande distribution centralisée**, redévelopper et donner du poids aux centrales régionales avec forte latitude dans la construction des assortiments.
- **Convaincre les consommateurs d'acheter autrement** (en revoyant l'aspect financier notamment).

Pour un élu local :

- Mettre en place un **service de mutualisation des livraisons pour les producteurs** ;
- **Travailler les complémentarités avec les territoires voisins**, un territoire ne peut être résilient seul (cf. compte rendu de l'atelier n°2 sur les PAT) ;
- **Faire appel à des fournisseurs locaux pour la restauration collective.**
- Sensibiliser sur le fait que **la valeur générée en local par les producteurs reste en local**. Chaque consommateur participe au développement du territoire.

Pour un député :

- **Révolutionner les infrastructures existantes** pour favoriser la logique du dernier kilomètre avec des véhicules électriques.
- Application de **traçabilité des matières premières et de comptabilité carbone** dans les produits transformés.
- Proposer une **taxe qui prend en compte la réalité des externalités négatives des importations.**
- **Instaurer la comptabilité en triple capital** qui prend en compte tous les impacts économiques, sociaux et environnementaux.

## II. Comment peut-on utiliser l'énergie plus efficacement ?

### A. Points bloquants

- **L'investissement** dans des équipements plus efficaces ;
- **La sécurité alimentaire** qui implique des contraintes d'hygiène et sanitaires lourdes.

### B. Points de précaution

- **Les camions qui roulent au « gaz naturel »**, terme trompeur ;
- **Les labels bios produits à l'autre bout de la planète** (par exemple des lentilles bio du Canada vendues en France).

### C. Propositions

Pour une entreprise de transformation :

- L'efficacité énergétique est **très difficile à appréhender pour une PME**, il est plus facile de suivre un modèle dans lequel s'inscrire.
- **S'alimenter au solaire thermique pour la production de froid et de chaleur.** Installer du PV sur toutes les toitures des bâtiments industriels.

- **S'associer avec d'autres industries locales pour regrouper la distribution** aux points de ventes locaux et diminuer les coûts (financiers et GES) du dispatch.

Pour une chaîne de distribution alimentaire :

- **Choisir des véhicules hybrides** plus efficaces.

Pour un élu local :

- **Contrôle du taux de remplissage des camions.**

Pour un député :

- **Taxe carbone** ;
- **Crédit d'impôt** en cas d'investissement dans des process plus efficaces ;
- **Rendre obligatoire la traçabilité complète** et l'affichage de l'ensemble des ingrédients (pays voire région d'origine).

### III. Comment réduire les pertes et le gaspillage au niveau de l'industrie agro-alimentaire ?

#### A. Points bloquants

- **Normes et règles en vigueur** ;
- **Attente des consommateurs pour des produits standardisés** (couleur, goût, etc.)
- **Communiquer sur une approche CO<sub>2</sub> des produits** : flécher le consommateur sur du local et de saison, tout en étant abordable ;
- **Développer une approche de VRAC rentable pour les opérations** ;
- **Rendre la réglementation plus efficace** pour inciter plutôt que de réprimer/taxer ;
- **Le financement des associations** luttant contre le gaspillage alimentaire.

#### B. Points de précaution

- **Entamer une approche de filière/boucle locale avec livraison mutualisée sur quelques catégories** pour permettre aux petits producteurs d'accéder aux consommateurs (par exemple un carton livré dans un supermarché, sinon les minima de commande/livraison sont rédhibitoires)
- **Local + label = cercle vertueux**
- **Éduquer** les consomm'acteurs

#### C. Propositions

Pour une entreprise de transformation :

- Le gaspillage induit la surproduction. Il faut donc un travail conjoint sur :
  - 1/ à long terme, **l'éducation à la sobriété** (thème difficile et peu populaire), via des partenariats avec des écoles, des universités et des associations ;
  - 2/ à court/moyen terme **retravailler les critères de valorisation financière.**
- Systématisation de **marketplace "Too good to go"** ;

- **Eduquer sur la variabilité des critères organoleptiques et visuels d'un produit** en créant par exemple une gamme non standard ;
- **Assouplir les lois sur le don de denrées alimentaires** ;
- Développer des partenariats avec des fermes/coopératives environnantes pour la **valorisation des déchets organiques** ;
- **Valoriser les coproduits/déchets dans la restauration collective** (ex. épluchures).

Pour une chaîne de distribution alimentaire :

- **Contrôler automatiquement les dates de péremption des produits** à durée courte et identifier les filières : démarque, don... ;
- **Développer l'acceptation de produits locaux**, y compris non calibrés (produits petits, difformes) ;
- **Re-développer des écosystèmes de vrac / consignes** au-delà des early adopters / promoteurs ;
- **Limiter le choix des produits** et favoriser les systèmes de commande en amont.

Pour un élu local :

- Développer des **liens entre les distributeurs et les associations de redistribution** en créant par exemple des points de collecte ;
- Développer des **circuits de valorisation des déchets organiques** à l'échelle locale ;
- Proposer des **menus locaux** dans les écoles et réduire les emballages, sensibiliser aux piliers d'une bonne alimentation et au retour à la terre des déchets organiques ;
- Proposer des **menus simples et bons dans la restauration collective**. Le goût est rarement un critère dans la construction de l'offre alimentaire, dans les écoles comme dans les EHPADs.
- Proposer des **cours de cuisine aux citoyens** pour apprendre à gérer les denrées brutes.

Pour un député :

- Mettre en place une **politique éducative** dès le plus jeune âge (utiliser les restes, les aliments "moches", différence entre DLC et DLUO, etc.) ;
- Proposer une **législation plus favorable sur les dons alimentaires** ;
- Mettre en place une **taxation indexée au gaspillage**, même si elle présente le risque d'être coercitive et stigmatisante ;
- **Flécher une part des commandes** (publiques, privées) avec un processus simplifié d'accès au marché pour des producteurs (commande, livraison...) ;
- **Changer le paradigme de l'aide alimentaire** qui est aujourd'hui « la poubelle de la chaîne alimentaire » et qui n'incite pas les acteurs à se remettre en cause. L'industrie et la distribution s'enrichissent avec l'aide alimentaire.

## IV. Débats

### A. Lobbying des grosses centrales de distribution

Les centrales de distribution **présentent des avantages** (elles assurent un approvisionnement permanent, un choix de produits large quelle que soit la saison, etc.), mais elles peuvent également **bloquer des démarches vertueuses**. Une participante en a fait l'expérience : elle voulait se faire livrer directement par des agriculteurs proches de son usine, mais les centrales de distribution l'ont menacée pour qu'elle se rétracte.

Selon un participant, un levier serait déjà de **massifier les flux** (livrer avec de gros camions et pas de plein de petits camions) et travailler en amont. Par exemple, un gros transporteur ferait le tour des producteurs locaux pour livrer une seule compagnie de distribution.

Un autre participant propose de mettre en place un **maillage de producteurs locaux** pour ne plus avoir à passer par les grosses centrales de distribution.

## B. La traçabilité est-elle du *green washing* ?

Et dans quelle mesure peut-on réellement tracer la provenance des produits, notamment transformés ? Plus le circuit est long, plus il y a des risques de perte d'information.

Le **label né, élevé et transformé en France** est une idée, imparfaite pour certains, qui aurait le mérite d'éviter la complexification des étiquettes. **Déplacer notre mode de consommation vers des produits bruts** et non vers des produits transformés pourrait être vertueux (y compris pour notre santé), mais il faudrait rassurer les consommateurs sur la qualité des produits.

La réduction des importations fait aussi débat, mais là encore, il faut se donner les moyens d'atteindre ses ambitions.

## C. Existe-t-il un lieu multimodal qui assure transformation et distribution ?

Un participant a donné l'exemple d'Elior qui a des cuisines centrales dans lesquelles arrivent des produits bruts qui sont ensuite transformés directement, cuisinés puis envoyés dans des EHPADs.

# À propos du Shift Project

*The Shift Project* est un think tank qui œuvre en faveur d'une économie post-carbone. Association loi 1901 reconnue d'intérêt général et guidée par l'exigence de la rigueur scientifique, notre mission est d'éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en Europe. Le développement exponentiel du numérique, et la façon dont ce développement peut interagir avec les objectifs de décarbonation de nos sociétés, constitue l'un des angles essentiels des enjeux de la transition carbone.

Nos membres sont de grandes entreprises qui veulent faire de la transition énergétique leur priorité.

## Contact:

**Marion Kentzel**

Cheffe de projet Agriculture

[marion.kentzel@theshiftproject.org](mailto:marion.kentzel@theshiftproject.org)



16 rue de Budapest, 75009 Paris

[contact@theshiftproject.org](mailto:contact@theshiftproject.org)

[www.theshiftproject.org](http://www.theshiftproject.org)